



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'environnement

N° 2005-515

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-502 du 21 janvier 2003 autorisant la société SITA Lorraine à exploiter des unités de compostage, réparation de palettes et regroupement, transit, tri et conditionnement de déchets à TOUL, au lieu-dit "à l'étang de haut" ;

Vu la demande de modification des prescriptions préfectorales régissant les activités exercées sur le site de TOUL, présentée le 6 mai 2005 par la société SITA Lorraine ;

Vu le rapport n° JCR/EH/542/2005 de l'inspecteur des installations classées en date du 6 juin 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 22 juillet 2005 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La Société SITA Lorraine, sise à METZ, Actipole de METZ BORNY, 5 rue des Drapiers, est autorisée à exploiter à TOUL, au lieu-dit «à l'étang de Haut» sur les parcelles n° 232 et 233 (en partie) section E, des unités de compostage, réparation de palettes et regroupement, transit, tri et conditionnement de déchets, activités répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Activité	Désignation des activités	Caractéristiques de l'installation	Régime
98 bis C	Tri	Dépôt de caoutchoucs, élastomères, polymères	< 500 m ³	D
167 A	Tri Transit	Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées A. Stations de transit	(*)	A
1430 1432		Dépôt de FOD	6 000 l	NC
1434		Distribution de FOD		NC
286	Tri	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal	> 50 m ²	A
322 A	Tri Transit	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : A. Stations de transit	(*) Environ 30 000 t/an pour le tri et 30 000 t/an (250 t/j) pour le transit	A
167 C	Compostage	Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées C traitement	(**)	A
322 B 3	Compostage	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : B. Traitement 3. Compostage	(**)	A
329	Tri	Dépôt de papiers usés ou souillés	> 50 t	A
1530 2	Tri Palettes	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	< 20 000 m ³	D
2170 1	Compostage	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques	(**) > 10 t/j environ 15 000 t/an pour 45 000 t/an entrantes	A

2171	Compostage	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques	> 200 m ³	D
2260 1	Compostage Tri Palettes	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	Broyeur, cribleur, > 200 kW	A
2410 2	Palettes	Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues	< 200 kW	D
2662 1b) et 2b)	Tri	Stockage de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques : 1. Polyoléfines, polystyrènes, polyesters, polycarbonates, caoutchoucs et élastomères 2. Autres plastiques, polymères, caoutchoucs, élastomères, etc...	< 1000 m ³ < 200 m ³	D D

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté vaut agrément au titre du décret «emballages».

ARTICLE 3 :

Les installations devront être aménagées conformément aux plans et indications techniques contenues dans le dossier, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions qui suivent.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 4 : Prescriptions communes

4.1

- Le site sera clôturé sur une hauteur minimale de deux mètres le long de la RD 904.
- Les accès seront fermés par des portes fermant à clé de même hauteur.
- L'accès au site sera interdit à toute personne non autorisée.

- Les accès seront fermés à clé en dehors des heures de présence du personnel de la société.
- Le site sera gardienné en permanence.

4.2

Un aménagement paysager du site sera réalisé selon les recommandations de la DIREN afin de favoriser son intégration, notamment le long de la RD 904, du parc à bennes et du chemin communal (sur le merlon).

4.3

Le site sera mis en état de dératisation permanente.

En tant que de besoin un traitement approprié contre les insectes sera mis en œuvre.

4.4

- Le site sera maintenu en parfait état de propreté.
- Toutes dispositions seront prises pour limiter les vols (filets...). Le ramassage des éléments légers éventuellement dispersés par le vent sera régulièrement effectué.
- Le stockage des déchets fermentescibles sera limité au strict minimum (tonnage et durée) et ne devra pas être source d'odeurs gênantes pour le voisinage; toutes dispositions seront prises à cet effet.

4.5 Origine des déchets

L'origine des déchets devra être celle précisée dans le dossier de demande et rendue conforme aux dispositions en la matière des plans régionaux, départementaux ou interdépartementaux d'élimination des déchets. L'importation de déchets est interdite.

Les déchets proviendront prioritairement :

priorité 1 – de la Meurthe et Moselle

priorité 2 – des autres départements de la région Lorraine

priorité 3 – du quart nord-est de la France

4.6 Réceptions sur le site

- L'entrée des véhicules sera subordonnée à un contrôle préalable comportant une pesée et un contrôle organoleptique du chargement.

- Tout chargement suspect ou non conforme sera refusé et renvoyé vers le producteur.
- Seront enregistrés par destination (tri, transit, palettes, compostage) sur un ou des registre(s) journalier(s) tenu(s) à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées:
 - la date d'arrivée du déchet ou produit,
 - la nature du déchet ou produit,
 - le producteur ou détenteur,
 - le poids du chargement.

4.7 Sorties

Seront enregistrés sur un ou des registre(s) journalier(s) tenu(s) à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées :

- la date de départ du déchet ou produit,
- la nature du déchet ou produit,
- la destination,
- le poids du chargement.

4.8 Rapports d'activités

L'exploitant adressera avant le 21 de chaque mois à l'Inspecteur des Installations Classées, sous la forme d'un rapport d'activités d'un modèle soumis à son approbation :

- * le tonnage par départements des déchets ou produits acceptés sur chaque unité ;
- * le tonnage par code ou catégorie, la destination des déchets (triés, refusés au tri) en sortie de tri, des palettes réparées, des bois broyés, du compost.

4.9 Prescriptions relatives à la pollution des eaux

- Les sols intérieurs et extérieurs du site seront munis d'un revêtement étanche.
- L'exploitant devra disposer d'un stock de produits absorbants.
- Le dépôt de FOD sera disposé à l'abri des intempéries et en rétention étanche d'un volume utile au moins égal au contenu de la cuve ou dans un bâtiment en rétention.
L'alimentation des engins se fera sous rétention et sous abri.
- A l'exception des palettes et des intrants du compost déchargés sur des aires appropriées tous les entrants seront déchargés sur une aire de vidage appropriée, étanche et disposée à l'abri des intempéries.

Seuls pourront être stockés ou manipulés à l'extérieur sur aire étanche

:

- les intrants du compostage, les broyats et composts en cours ou matures
- les palettes, broyats et chutes de bois
- les déchets triés conditionnés en balles (plastiques, papiers, cartons)
- les déchets en vrac en bennes étanches couvertes

les autres produits seront stockés ou manipulés à l'abri des intempéries sur aire étanche

. Les eaux pluviales "toitures" pourront être rejetées directement dans le milieu naturel

Les eaux pluviales "voiries", (voiries, aires de circulation et de stockage), hors zone de compostage, seront récupérées puis transiteront par un débourbeur – déshuileur puis des bassins régulateurs de débit étanchés par géomembrane avant d'être rejetés dans le milieu naturel; ces bassins seront maintenus en permanence presque vides (hors réserves incendie) afin de pouvoir écrêter une crue décennale.

Le réseau de drainage sous la zone de compostage sera soit intercepté et les écoulements dirigés vers le bassin « process » soit extraits.

Les eaux sanitaires seront traitées conformément à la réglementation en vigueur.

Aucune utilisation industrielle d'eau à l'exception du lavage (engins – sols) ne sera autorisée.

Le lavage sera réduit au strict nécessaire et s'effectuera exclusivement par nettoyeur HP.

Les eaux de lavage extérieures suivront le même cheminement que les eaux météoriques, celles intérieures seront recueillies dans des puisards et dirigées vers une STEP ou le bassin "compostage".

Le milieu naturel est constitué de fossés de collecte qui rejoignent le ruisseau du Longeau.

Une fois par an, le rejet au milieu naturel des eaux (hors eaux pluviales toitures) sera contrôlé ; le contrôle portera sur les paramètres suivants : pH, DCO, MeS, HCT.

4.10 Prescriptions relatives au bruit

Toutes opérations bruyantes sont interdites sur le site entre 20h00 et 7h00. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 lui sont applicables.

Un merlon de terre de 3 m de hauteur sera constitué en limite de propriété au droit de la ferme du Longeau.

Une campagne de mesure en limite de propriété et en limite de ZER sera réalisée dans les trois mois suivant la mise en service des nouvelles unités.

4.11 Prescriptions relatives au risque d'incendie

- . La défense incendie sera conforme aux exigences du SDIS .
Le pétitionnaire fera récoler ses dispositifs par le SDIS.
- . Chaque engin roulant affecté au site sera équipé d'un extincteur.
- . Les nouveaux bâtiments de tri et de transit seront équipés d'exutoires de fumées et d'éléments fusibles en toiture ; la surface utile de désenfumage sera au minimum égale à 1/100 de la surface au sol des bâtiments.

Un cantonnement des fumées (2 cantons de 1 600 m² maximum) sera réalisé dans l'ancien bâtiment (vieux papiers) et les bâtiments de tri et de transfert.

Chaque bâtiment sera équipé d'extincteurs appropriés aux risques de postes RIA et de trappes de désenfumage (≥ 1% de la surface du sol).

En outre une réserve incendie sera maintenue en permanence à disposition des services d'incendie dans les bassins régulateurs de débit (456 m³ + 518 m³).

Ces bassins seront équipés de deux prises de prélèvements crépinées avec raccords pompiers, de vannes de sécurité disposées en aval afin de bloquer toute pollution éventuelle et d'aires d'aspirations conformes à la réglementation en vigueur.

L'accès à ces bassins sera maintenu en permanence.

Les éventuelles eaux d'extinction incendie devront pouvoir être récupérées dans ces bassins ou dans le bassin "compostage".

Ces eaux seront dirigées vers une unité de traitement autorisée à les recevoir;

Les zones de tri et de transfert (nouveau bâtiment) seront séparées par un mur coupe feu de degré 2 heures au moins; la porte de séparation sera coupe feu de degré 1 heure au moins; elle sera équipée d'un dispositif de fermeture automatique;

Les stocks de palettes, papiers, cartons, plastiques extérieurs seront éloignés des bâtiments d'au moins 20 mètres.

Ces stocks seront découpés en zones de stockage de 2 500 m² séparées par des allées de 8 mètres au minimum matérialisées par des éléments fixes.

4.12 Prescriptions relatives aux déchets

Les produits issus de la plate-forme multi - activités seront repris par des récupérateurs de matières premières secondaires ou des utilisateurs potentiels ou dirigés vers des unités de traitement ou d'élimination autorisées à les recevoir. (refus de tri, déchets générés par l'entretien de matériel, déchets ménagers du personnel, fonds de bassin, huiles – boues des débourbeurs –déshuileurs).

Les boues recueillies au fond des bassins régulateurs de débit, les boues recueillies aux débourbeurs, les huiles recueillies aux déshuileurs seront pompées par une entreprise spécialisée pour être évacuées vers une société autorisée pour leur traitement ou élimination.

Les déchets produits sur le site, les huiles et boues recueillies seront conditionnés, stockés (en rétention pour les liquides) dans de bonnes conditions, en l'attente d'être évacués.

ARTICLE 5 Prescriptions particulières -

5.1 Unité de compostage

Les déchets autorisés sont :

- les matières organiques d'origine animale (fientes, rebuts de fabrication de l'industrie agroalimentaire animale...)
 - les matières organiques d'origine végétale (déchets verts, résidus de jardin, rebuts de fabrication de l'industrie agroalimentaire végétale...)
 - les huiles et graisses animales et végétales
 - les graisses et boues de STEP urbaines et industrielles (papeteries, industries agroalimentaires...)
 - les déchets de restauration
 - les déchets provenant de la préparation et de la transformation des aliments
 - la FFOM
 - les bois et chutes de bois non traités et non souillés
- Sont dénommés sous le terme déchets verts, les déchets de végétaux coupés sur pied et n'ayant pas subi de traitement physico-chimique ultérieur. Les déchets verts issus du balayage des voiries ne sont pas autorisés sur l'unité.
- Sont dénommés sous le terme fumier, le mélange paille - déjections animales.

Les déchets interdits sont :

- tous déchets non explicitement autorisés ci dessus

- les graisses animales, farines, déchets résultants de la lutte contre l'ESST (encéphalopathie spongiforme subaiguë transmissible) ou susceptible d'être contaminés par l'ATNC (agent de transmission non conventionnel),
- les déchets provenant des unités d'équarrissage (rebuts, graisses, boues, résidus de traitement d'eau...)
- les déchets verts issus du balayage des voiries.

. Seuls les composts obtenus exclusivement à partir de matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes...) et (ou) d'origine végétale (résidus de jardinage, rebuts de fabrication de l'industrie agroalimentaire végétale) et conformes à une norme d'application obligatoire au titre du Code Rural pourront être épandus en l'état.

. Les autres composts obtenus à partir de boues de STEP urbaines ou industrielles ou de la fraction fermentescible des déchets ménagers collectée séparément ou d'autres déchets, seul ou en mélange, devront faire soit l'objet :

- d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation pour pouvoir être épandus en l'état.

ou

- d'une étude visant à démontrer leurs intérêts agronomiques et leurs innocuités à l'égard de l'homme, des animaux ou de leur environnement, dans des conditions d'emploi prescrites ou normales et d'être conformes à une norme spécifique d'application obligatoire au titre du Code Rural ou mis sur le marché dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires prises en application de directives européennes, pour pouvoir être épandus en l'état.

ou enfin

- d'une étude visant à démontrer leurs intérêts agronomiques et leurs innocuités à l'égard de l'homme, des animaux ou de leur environnement, dans des conditions d'emploi prescrites ou normales et de l'obtention d'une autorisation d'épandage délivrée au titre de la législation sur les I. C.P.E après une éventuelle procédure complète.

. Les composts produits exclusivement à partir de matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes) et (ou) d'origine végétale (résidus de jardinage, rebuts de fabrication de l'industrie agroalimentaire végétale) seront contrôlés au moins tous les six mois et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières conformément aux dispositions de la norme (Cd, Hg, Pb, Cr, Cu, Ni, Se, Zn, As, Mo, germes

pathogènes, substances phytotoxiques...) + HCT, POC, HAP (16 US EPA), Mn

Les résultats seront transmis à L'IIC;

- Les autres composts feront l'objet d'un contrôle dont la fréquence et l'étendue seront fixées ultérieurement.

La tranchée drainante agricole existante sera interrompue au droit de la zone espace vert puis dirigée vers le milieu naturel.

Elle sera au droit de la zone compostage raccordée au bassin "compostage" ou aux bassins régulateurs de débit.

- La zone de compostage raccordée (aires d'accueil, de broyage, de compostage, de stockage, de produits finis) sera étanche.

Les eaux et jus ruisselant sur cette aire devront après débouillage – déshuilage rejoindre un bassin étanche de 2180 m³ pouvant être portées à 2548 m³; il en sera de même des eaux issues du drainage agricole sous cette zone, des eaux de lavage de l'aire de lavage et des eaux issues du hangar "matériel et atelier".

Les eaux recueillies ne pourront être rejetées au milieu naturel; elles seront soit recirculées sur les andains soit dirigées vers une STEP.

La recirculation de ces eaux sur les andains ne devra pas générer d'aérosols.

- Les effluents seront analysés une fois par an en période sèche.

Les analyses porteront sur les paramètres suivants : N, C, P, pH, DCO, COT, DBO5, HCT, POC, HAP (16 US EPA), Cu, Cr, Ni, As, Zn, Pb, Mn.

- Au vu des résultats, l'Inspecteur des Installations Classées pourra alléger les contrôles et notamment limiter le nombre des paramètres. Les résultats seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées par le biais du rapport d'activités.

- les refus du criblage des composts seront broyés pour être de nouveau compostés ou éliminés en centre de traitement autorisé.

- Les boues recueillies dans le bassin seront soit recyclées avec les déchets à composter, soit éliminées avec les déchets du site.

- L'unité de compostage (bassin de collecte compris) ne devra pas être à l'origine d'odeurs gênantes pour le voisinage.

5.2 Unité de réparation des palettes

- Les bois cassés et chutes de bois non traités non souillés pourront être broyés pour être compostés sur le site de TOUL (structurants).
- Les autres bois cassés et chutes de bois seront broyés et/ou dirigés pour valorisation énergétique en chaufferie ou recyclage en fabrication de panneaux de particules ou vers des filières de recyclage appropriées. Ils ne seront en aucun cas compostés sur le site de Toul.
- Ils pourront être stockés à l'extérieur.

5.3 Unités de transit, regroupement, tri et conditionnement

Sont seuls admis les OM brutes, les DIB seuls ou en mélanges et les déchets ménagers issus des collectes sélectives.

Les unités de tri seront sous le couvert d'un bâtiment et disposées sur une surface étanche; les éventuels jus récupérés dans le regard borgne du bâtiment "transit OM" seront pompés puis dirigés vers une STEP autorisée à les recevoir.

ARTICLE 6.

L'arrêté préfectoral 2002/502 du 21 janvier 2003 est abrogé.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 7 - Hygiène et santé des travailleurs.

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre II parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Les prescriptions préventives édictées par la Caisse Régionale d'Assurance maladie seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner, dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 8 - Information en cas d'accidents ou d'incidents

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 - Modification notable des installations

Par application de l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par le demandeur à l'exploitation et à ses annexes, à leur mode d'utilisation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 10 - Transfert - Changement d'exploitant

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant ou de raison sociale, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 11 - Infraction aux dispositions de l'arrêté – durée de validité

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service durant deux années consécutives, sauf en cas de force majeure.

Si l'installation se trouve momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, le préfet pourra décider que la remise en service sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de TOUL, BOUVRON, BRULEY, ECROUVES, FRANCHEVILLE, LUCEY, PAGNEY-DERRIERE-BARINE et VILLEY-SAINT-ETIENNE

et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 13 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 14 - Recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

ARTICLE 15 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète de TOUL, MM. les maires des communes précitées, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SITA Lorraine

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement (A.D.S.),
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- Mme le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le délégué régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,
- M. le président du Parc Naturel de Lorraine,
- M. le général commandant la région militaire de défense nord-est,
- M. le directeur de la société Trapil,
- M. le directeur de Gaz de France - direction transport région Est,
- M. le directeur du centre régional de l'institut national des appellations d'origine.

NANCY, le 19 AOUT 2005

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
pour le secrétaire général absent
la sous-préfète de Toul

Corinne CHAUVIN

POUR AMPLIATION
P.o. l'Attaché Principal Chef du Bureau



G. BERNARDIN